

L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

République fédérale allemande

Intensification de la repression

L'enlèvement du « patron des patrons » allemands a servi de prétexte au pouvoir bourgeois pour adopter de nouvelles mesures répressives. En toute hâte, le Parlement vient de voter une loi autorisant dans certaines conditions la mise au secret des détenus politiques. D'autres lois sont en préparation.

SUITE DE L'ARTICLE P 2

Lyon-Gare — Centre de tri Vague d'exclusion à la CFDT

A Lyon, ces jours-ci, la commission exécutive d'une des plus grosses sections PTT de la région (190 adhérents) ; celle du centre de tri-gare, a été purement et simplement exclue sur ordre de la fédération PTT-CFDT.

Parmi ses 22 membres, la plupart préposés ou agents d'exploitation, 9 ont entre 12 et 30 ans de boîte, 4 ont plus de 15 ans de CFDT.

La voilà la grande et belle démocratie de la CFDT ! Certains dirigeants du bureau départemental disent d'ailleurs que « s'il le faut, on en videra 200 ».

Les motifs invoqués : — accumulation de divergences entre la section de Lyon-gare et le syndicat, c'est-à-dire :

— participation de la section au comité « Vivre et travailler au pays », à la coordination de Besançon, Malville.

— divergences sur la conduite de la grève de 74, la lutte sur l'auxiliariat.

A noter que beaucoup de sections peuvent se sentir visées puisque des divergences sur des points comme la

conduite de la grève de 74 ou la lutte contre l'auxiliariat traversent toute la CFDT-PTT.

Les moyens employés : C'est sous la pression de la fédération PTT que le bureau départemental a décidé ces exclusions et a convoqué un conseil syndical pour les faire antérioriser, sans préciser d'ailleurs dans la convocation, que des exclusions seraient à l'ordre du jour.

(suite page 4)



Une seule voie, la lutte

Les promesses de Barre

ENCORE 4 OU 5 ANS D'AUSTERITE!

Barre rondouillard et ronronnant, c'était à la télé l'événement. Barre ne fait pas de démagogie : il est franc. Il y a du chômage ? Eh oui, et pour longtemps : c'est le prix qu'il faut payer paraît-il au déréglage du monde.

Il faudra se serrer la ceinture ? Oui, encore 4 ou 5 ans : c'est à cause du pétrole qui augmente toujours et par lequel les méchants pays producteurs prélèvent une part de nos ressources créées grâce aux efforts des Françaises et des Français (les patrons surtout).

Mais il n'y a donc rien à faire ?

Si bien sûr : Barre travaille pour nous. Voyez les prix par exemple : dans les 8 premiers mois de 1976 ils ont augmenté de 6,5 % pour les produits alimentaires et 4,9 % pour les produits industriels ; pour la même période en 77, 10 % pour les premiers (mais pardon, c'est la faute au café et au chocolat), et 4,5 % pour les seconds.

Pas mal non ?

Pour les travailleurs qui mangent des produits alimentaires et dont les salaires stagnent (c'est d'ailleurs pour cela que les produits industriels augmentent moins) ce n'est pas trop bien.

Pour les capitalistes qui consomment des produits industriels et qui payent des salaires, c'est pas mal en effet.

Pas démagogue, Barre ? Si, le pétrole n'arrive pas à monter aussi vite que les produits vendus par les pays capitalistes à ceux qui produisent le pétrole !

Pas démagogue Barre ? Il dit qu'il parle, en citoyen, aux Françaises et aux Français qui sont comme lui. Mais Barre est un citoyen un peu spécial : c'est un valet très zélé du capital !

● Pologne

Le « mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen » a fait savoir que des arrêts de travail se sont produits jeudi et vendredi dernier dans les charbonnages de Haute Silésie dans la région de Katowice, notamment à Swietochlowice et Sosnowiec.

Le porte parole du mouvement a déclaré : « Les mineurs, en organisant des arrêts de travail ont voulu protester contre le mauvais ravitaillement des magasins de la région, notamment en produits de première nécessité comme la viande. »

« La situation est actuellement calme, mais des patrouilles et la milice parcourent les rues des localités concernées. »

● Espagne

De source officielle, on apprend que l'indice d coût de la vie en Espagne a augmenté de 20, % depuis le début de l'année. Rien que durant le mois d'août, l'augmentation a été de 3,2 %. Il est prévu que la hausse du coût de la vie pour toute l'année 1977, serait de 31,7 %. Or il est évident que le gouvernement espagnol a tout fait pour minimiser ces chiffres au maximum.

Marchais tourne le fer contre le PS

Que cache cette nouvelle tactique ?

Ainsi donc, le PS vire à droite. « Il avait fait un pas hors de la voie de la collaboration de classe en signant le Programme commun de 1972 ; mais maintenant, le PS, affublé d'un passé réformiste, sensible aux pressions de la grande bourgeoisie qui, en temps de crise, envisage toujours un repli stratégique social-démocrate, vire à droite » : voilà la « très fine analyse » de la situation présentée au Comité central du PCF, puis à la télévision, jeudi 6, par Marchais qui ajoute : « On s'y attendait, il n'y a pas de quoi changer notre politique ».

Que penser de tout cela ?

Les hommes du genre Mitterrand, Defferre ont-ils un jour changé ? Au fond, jamais ; ils ont toujours été des dévoués serviteurs du capitalisme, au gouvernement pendant de nombreuses années. C'est à ce titre qu'ils étaient complètement discrédités à la fin de la 4e République : Defferre, premier candidat « socialiste » à la présidence sous la 5e, récoltait 5 % des voix. Ces gens-là doivent, exclusivement aux dirigeants du PCF, d'avoir pu se refaire, en 15 ans de politique d'Union de la gauche, une façade acceptable qui en a fait les chefs du premier parti de France !

Alors, qu'en est-il donc de ce « virage » ?

Le virage à droite du PS, c'est qu'il a pris assez de poids électoral pour pouvoir dire à Marchais : « Vos exigences, gardez-les ».

Le virage à droite du PS, c'est que ceux qu'on appelle le clan des durs à la direction du PCF (Leroy, Piquet, etc.), hostiles depuis le début à l'alliance avec le

PS, ont repris du poil de la bête !

Porter le fer contre le PS, c'est l'espoir de limiter son poids électoral et d'accroître celui du PCF. C'est, pour le PCF, mieux lier son électoral à ses propres thèses pour en faire une meilleure monnaie d'échange avec le PS : il s'agit d'éviter le report systématique auquel a conduit la « dynamique de l'Union de la gauche », des voix du PCF sur les candidats du PS.

Il s'agit de tout faire pour que le PS ne puisse acquérir, sans le PCF, une majorité à l'assemblée, ne puisse en aucun cas gouverner sans le PCF.

Car il s'agit bien toujours de cela. La question est toujours, et plus que jamais, celle du pouvoir et de son partage entre le PCF et le PS en cas de victoire de la gauche !

En effet, la politique du PCF ne change pas : elle consiste bien toujours à disputer les commandes de l'État capitaliste aux autres partis bourgeois sur les rangs desquels ses dirigeants Marchais ou Leroy, l'ont définitivement installé.

De toutes ses politocalleries bourgeoises, les travailleurs sont nombreux à être dégoûtés : notre courrier en témoigne et pas seulement le nôtre (celui publié il y a peu par « Le Monde » ou le « Matin de Paris » aussi).

Le PCF lance un grand débat national. Qu'il soit l'occasion de porter de rudes coups aux illusions qui masquent encore la seule voie pour les travailleurs : celle de la révolution !

SAMEDI

8 OCTOBRE

MUTUALITE

DE 15H à 24h

LA CHINE

Forums
Films
Interventions
Librairie
Expositions
Buffet

Entrée 10 F
Organisé par
l'A AFC



Hopital Thenon

Un vieillard assassiné en plein hôpital

Nous avons reçu la lettre suivante que nous publions : « Dans les hôpitaux, l'effectif du personnel est-il suffisant ? La vie active de l'hôpital va principalement de 7 heures du matin à 15 heures, ce qui sous-entend que de 15 heures à 7 heures du matin le matériel et le personnel sont au minimum : un exemple, l'hôpital Thenon. Une infirmière de veille travaille de 23 heures à 7 heures du matin. Elle s'occupe de 50 malades soit 2 salles séparées par un couloir. Dans ces deux salles, il y a une salle commune de 34 malades et des chambres particulières

avec 16 malades. Il est donc impossible à une personne seule d'assurer de façon correcte une surveillance efficace. C'est pour ça que ce qui devait arriver arriva. Dans la nuit de samedi à dimanche un petit grand-père de la salle commune fut retrouvé par l'infirmière assassiné dans son lit. A qui la faute ? A l'infirmière qui ne peut être dans deux salles à la fois ? Certainement pas ! L'administration générale de l'Assistance publique, responsable de ce manque de personnel préfère que le silence soit gardé sur cette affaire.

Ecos (Eure)

Une jeune femme porte plainte pour viol

Une jeune femme de 26 ans, vivant seule avec son enfant de 6 ans, a été violée dans la nuit du 27 au 28 septembre par un infirme. Le violeur, menaçant d'effectuer des représailles sur l'enfant, n'a pu avoir raison de sa victime qu'après une farouche résistance de celle-ci. La jeune femme a porté plainte à la gendarmerie d'Ecos (Eure). Le violeur a été inculpé de viol et de violences morales avec préméditations.

Alors que le nombre des viols est en constante augmentation, la police et la justice font tout ce qu'elles peuvent pour en minimiser l'importance, refusent encore de le considérer comme un crime, accusent parfois les femmes victimes de viols de l'avoir provoqué ou d'être plus ou moins consentantes. Tout est fait pour dissuader les femmes de porter plainte. Or, de plus en plus, les victimes osent porter plainte et luttent pour que le viol soit reconnu comme un crime. Cette lutte commence à porter quelques fruits comme en témoigne par exemple l'inculpation du violeur de la jeune femme.

L'Estaque

Pechiney Ugine Kulhmann Assassin

Lundi matin, quelques heures avant l'ouverture du procès PUK, un jeune ouvrier a trouvé la mort à l'usine PUK de l'Estaque, dans la banlieue marseillaise.

L'accident s'est produit dans l'atelier de fabrication de l'acide sulfurique qui venait d'être remis en marche. A 9h45 sous l'effet d'une brutale augmentation de pression, une chaudière a explosé. Le jeune ouvrier a été violemment frappé par une bride métallique projetée sous l'effet de l'explosion.

Une fois de plus le non-respect, de la sécurité a tué ce jeune de 21 ans, père d'un bébé de 4 mois. Les brides cerclant la vaporisation étaient insuffisantes pour résister à la pression et le vaporisateur avait été remis en route alors qu'il contenait de l'eau.

St Dizier

4 autobus sur 23 conformes à la sécurité

A Saint-Dizier, un contrôle effectué lundi dernier sur un autobus de ramassage scolaire, a révélé que seulement quatre d'entre eux étaient conformes aux normes de sécurité. Entre autres défauts et irrégularités constatés : les pneus de certains autobus étaient complètement lisses. Les capitalistes n'hésitent pas à risquer la vie des enfants du peuple pour faire du profit.



République fédérale allemande

Intensification de la répression

LE PRETEXTE

Tout ceci au nom de la lutte contre le « terrorisme ». Mais ce n'est là qu'un prétexte. Un prétexte que fournissent à l'Etat les agissements d'une poignée d'individus qui n'ont rien à voir avec le peuple : des actions comme l'enlèvement de Schleyer ne font que provoquer directement la répression. Il est d'ailleurs significatif que la plupart des lois répressives adoptées par le Parlement depuis 1972 l'ont été en invoquant de telles actions.

ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Toutes ces lois portent gravement atteinte aux droits démocratiques des travailleurs. Dans le fichier de la police, il y a déjà plus de deux millions de « suspects ». L'immense majorité en est constituée par des travailleurs dont le seul « crime » est de se battre pour leurs revendications.

Les grandes opérations policières de quadrillage de villes entières, de contrôles sur les autoroutes, les appels à la délation publique, les patrouilles constantes de blindés dans la capitale visent à créer un climat de terreur et à faire croire à la population que la répression est une chose naturelle et indispensable. C'est la préparation à une répression à plus grande échelle, non pas seulement contre une poignée de provocateurs, mais bien contre les larges masses populaires.

Solidarité avec Horst Mahler

Horst Mahler, le célèbre avocat allemand qui dans les années soixante, avait défendu la cause de militants anti-impérialistes inculpés, est en prison depuis maintenant sept ans, la moitié de la peine à laquelle il a été condamné le 8 Octobre 1974 pour « participations à des attaques de banques ». L'accusation reposait sur du sable, sans aucune preuve sûre.

Ce que Mahler n'a jamais nié, c'est qu'il avait participé en 1970 à la création de la fameuse « fraction armée rouge ». Mais en 1974, 75, il a de sa prison, rompu entièrement avec ces individus, en faisant une courageuse autocritique, et il a rejoint les positions du KPD (Parti Communiste d'Allemagne).

Depuis plus de deux ans, des comités anti-répression font campagne en Allemagne pour que le verdict scandaleux de 1974 soit enfin révisé.



La police allemande intervient brutalement contre une manifestation.

Chasse aux sorcières

En même temps, la répression vise directement les militants qui se réclament du marxisme-léninisme. Depuis 1972, il y a en RFA une véritable chasse aux sorcières contre tous ceux qui ne sont pas d'accord avec le régime capitaliste. Tous les fonctionnaires et employés des services publics sont soumis à une surveillance policière et des centaines ont déjà été licenciés pour leurs convictions révolutionnaires.

Régulièrement, des peines de prison et de lourdes amendes sont infligées à des rédacteurs et des diffuseurs de publications révolutionnaires. Régulièrement aussi, des voix se font entendre à Bonn pour exiger l'interdiction de toutes les organisations se réclamant du marxisme-léninisme. La semaine dernière, la CDU, le plus grand parti bourgeois, déposait une demande dans ce sens.

Tout ceci constitue un danger réel pour l'ensemble du peuple qui exige vigilance et mobilisation.

• Tchecoslovaquie

Selon des informations rapportées par un magazine ouest-allemand, un exercice inquiétant a été proposé à des officiers de réserve tchécoslovaque : il s'agissait de faire un plan pour occuper militairement la France en 4 jours.

Certes, cet exercice avait un petit côté réaliste, puisque l'on demandait aux officiers de prévoir que les réactions de la population française seraient hostiles.

Eh bien, quant à nous, nous ferons tout pour que, le cas échéant, la réalité corresponde pleinement à cette prévision.

La théorie des 3 mondes correspond aux intérêts fondamentaux des peuples du monde

De passage à Paris ces jours-ci, le porte-parole de la République populaire de Chine à l'ONU, Houang Houa, a souligné en ces termes, dans son intervention initiale, l'apport de la thèse révolutionnaire des trois mondes, formulée par le président Mao :

« L'évolution de la situation internationale porte la preuve que la division en trois mondes formulée par le président Mao en 1974 correspond à la réalité politique du monde contemporain, de même qu'aux intérêts fondamentaux des peuples de partout. (...) »

« (...) La grande signification de cette théorie réside en ceci : elle est une puissante arme idéologique pour les peuples du monde, indique clairement quelles sont les principales forces révolutionnaires, quels sont nos principaux ennemis et quelles sont les forces intermédiaires susceptibles d'être ralliées et unies à cette époque dans la lutte sur le

plan international. Ce qui permet aux peuples des divers pays de mieux faire jouer tous les facteurs positifs et d'unir toutes les forces qui peuvent s'unir à eux, pour isoler au maximum et combattre les principaux ennemis communs.

« A l'heure actuelle, les pays du tiers monde renforcent sans cesse leur solidarité et leur coopération, les pays du second monde tentent de plus en plus de s'unir contre l'hégémonie, et le front uni international ayant le tiers monde comme force principale contre l'hégémonie de superpuissance, se développe en ampleur.

Tout cela atteste la justesse de cette théorie du président Mao. De toute évidence, plus sera large le front uni international contre l'hégémonie et plus seront isolées les superpuissances, plus cela sera favorable à la lutte libératrice des peuples et nations opprimés aussi bien qu'à la lutte des peuples de partout, notamment

de ceux du tiers monde, pour la conquête et la sauvegarde de l'indépendance nationale, la défense de la souveraineté d'Etat et le développement de l'économie nationale. Toutes les victoires obtenues par les peuples dans leur lutte révolutionnaire contribuent invariablement à affaiblir les forces des superpuissances, à contrecarrer leurs visées agressives et expansionnistes, à perturber leurs plans et dispositions de guerre et à retarder l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale. (...) »

« (...) Le concept stratégique du président Mao sur la division en trois mondes a mis à nu les absurdités répandues par les superpuissances, et indiqué clairement quelle est l'orientation à suivre à cette époque dans la lutte sur le plan international. Et avec le temps, ce brillant concept du président Mao se montrera d'une vitalité encore plus puissante. »

A propos de la campagne antichinoise du «Monde»

«Le Monde» poursuit sa campagne antichinoise.

Autant, à une époque, ce journal avait su s'adapter à un large engouement pour la Chine chez les intellectuels en particulier, autant aujourd'hui, il s'adapte et contribue à la mode nouvelle antichinoise.

Autant sa direction avait eu le flair de s'attacher le talent d'un journaliste aussi honnête et scrupuleux qu'Alain Bouc, autant aujourd'hui elle a remplacé ce talent par l'utilisation des pires calomnies et du mensonge. Son numéro du 7 octobre titre en première page :

«L'éditorial incite les militants à se livrer à une véritable chasse aux sorcières : la campagne de critique et de dénonciation de la bande des Quatre doit entrer dans une nouvelle phase...».

Sciemment, «Le Monde» assimile critique et épuration. Citons encore : «Un tel langage laisse prévoir une nouvelle vague d'épuration...»

Donc de vague d'épuration point, mais par contre, il y a la prévision du «Monde» d'une telle vague. Il est question de deux secrétaires de province du PCC soumis à des «campagnes de dénonciations».

Bien sûr, rien n'est dit

des motifs de ces campagnes, car si elles ont réellement lieu, ce n'est pas sans raison. Tout l'art du «Monde», journal «objectif» entre tous, consiste à distiller des faits (souvent des ragots) tronqués, coupés des explications que seuls les camarades chinois peuvent nous donner, et à introduire des interprétations alimentant ou provenant des thèses antichinoises en vogue.

Pour tromper la classe ouvrière et ceux que la Chine intéresse, une campagne antichinoise, dans la presse dite de gauche, a des chances d'être plus efficace que les mensonges reconnus comme tels de la presse de droite. De gauche ou de droite, la bourgeoisie est la bourgeoisie et il est dans l'ordre des choses qu'elle crache sur le socialisme, sur la Chine en particulier.

Si un journal tel que «Le Monde» a accepté quelquefois de parler honnêtement de la Chine, ce n'était pas par amour du socialisme, mais pour en tirer un profit palpable.

Pour comprendre ce qui se passe en Chine, nous recommandons à nos lecteurs, non pas de lire «le Monde», mais par exemple de lire le livre d'A. Bouc «La Chine après la mort de Mao».

Nucléaire

Une bombe à neutrons française

D'après le journal «Le Monde» du 6 octobre, l'armée française pourrait être équipée d'ici quelques années de bombes aérosols et de bombes à neutrons. Ce type d'armes compléterait la force stratégique nucléaire. L'armée française en effet ne possède pas d'armement nucléaire tactique comme en ont les impérialistes américains. Le ministère de la Défense ayant refusé les propositions faites en ce sens par la commission à l'énergie atomique.

L'équipement de l'armée bourgeoise de ces deux types de bombes pallierait donc cette absence d'armes tactiques.

Ces deux armes nouvelles sont des engins de mort très efficaces et possèdent un avantage supplémentaire pour notre bourgeoisie en crise : elles sont bien moins cher qu'un armement nucléaire classique tactique.

La bombe aérosol n'est pas une arme nucléaire mais se situe dans la lignée des engins existant depuis longtemps. Elle agit principalement par écrasement de l'objectif : une première explosion a lieu en l'air à quelques mètres de l'objectif. Elle pulvérise un gaz

qui, explosant à son tour, produit une dépression d'air et une suppression de l'oxygène sous le nuage de gaz. En même temps se produit un écrasement de l'objectif situé au-dessous. Cette arme existe depuis une dizaine d'années en URSS et aux USA. Ces derniers l'ont utilisée dans leurs bombardements criminels au Vietnam. La bourgeoisie française a consacré jusqu'à présent 1 500 000 F pour son expérimentation au centre d'essais des Landes. Toujours selon «Le Monde» elle pourrait être opérationnelle d'ici 4 ou 5 ans.

La bombe à neutrons est plus connue depuis la publicité que lui a faite Carter. C'est une bombe atomique miniature «dont les effets de souffle et de chaleur ont été réduits et le développement neutronique développé». On sait qu'elle tue les hommes et les animaux dans un rayon de 500 m tout en laissant intacts les bâtiments et les biens. Les USA l'ont expérimentée depuis 1963 et la bourgeoisie française tente de combler son retard dans ce domaine.

A tous ces avantages militaires elle en ajoute un autre : son coût 2 ou 3 fois moins élevé qu'une bombe nucléaire classique de même puissance.

Assises du patronat

RENTABILITE ET COLLABORATION DE CLASSE

Ce sera la cinquième fois que, du 15 au 18 octobre, environ 2 500 patrons se rencontreront pour participer à ce qu'ils appellent «les assises nationales des entreprises», organisées par le CNPF (organisation patronale).

Son ordre du jour comporte essentiellement deux choses :

— Etablir le bilan de certaines expériences en cours et prendre une décision sur leur généralisation. Deux mille «réalisations» seront présentées sur différents thèmes : la formation continue ou permanente, les horaires variables ou à la carte (qui seraient pratiquées actuellement dans 10 000 entreprises), l'information et les communications dans l'entreprise, la vieille tarte à la crème de la participation, l'organisation du travail et la sécurité, l'élargissement du rôle des cadres (*).

— Réflexions et orientations «nouvelles» pour so-disant apporter une réponse aux problèmes de société du moment.

DU «NOUVEAU»
PLUTOT RECHAUFFE

Pour «sauver les meu-

bles» le capitalisme en crise a besoin de présenter de tels projets qu'il qualifie de «nouveaux», mais dont les fondements sont aussi vieux que le système capitaliste : la «paix sociale», la collaboration de classes.

La «réforme de l'entreprise» ou Réforme Sudreau (du nom de son inventeur) dont les conclusions ont été publiées à la mi-1975, traitait de ces pro-

Principales résolutions des précédents assises

— 1970 : Accord patronat-syndicats sur la formation permanente ;
— 1972 : Au sommet de la prospérité des capitalistes ils parlent de «l'amélioration des conditions de travail» !
— 1974 : En plein cœur de la crise, leur leitmotiv est : «Exporter pour survivre».

blèmes. Ceci dit, le patronat tient compte de la situation sans pouvoir la maîtriser et il essaye de s'y adapter.

D'après le journal patronal «Les Echos», la concurrence internationale va s'accroître, rendant plus

impératives les exigences de rentabilité et de compétitivité».

L'histoire du Concorde et son échec en est une illustration, mais aussi la sidérurgie et d'autres secteurs.

LE CHARME DISCRET DE LA COLLABORATION DE CLASSE

Depuis des dizaines d'années on a pu constater que le capitalisme n'a cessé de concentrer des capitaux et des immenses trusts (les monopoles) pour son plus grand profit. Mais la classe ouvrière, par contrepoids, s'y trouve plus groupée, donc son organisation s'est aussi de ce fait trouvée favorisée. Et si les ouvriers d'un même trust rentrent en lutte pour exiger des exploités qu'ils satisfassent leurs revendications... ça peut faire mal ! Même si le révisionnisme et le réformisme ont pu jusqu'ici la maintenir — dans sa majorité — dans le carcan de la légalité bourgeoise, les capitalistes savent que le mouvement de masse pourrait briser ce carcan. Aussi s'efforcent-ils de le maintenir à tout prix, en corrompant les chefs syndicaux avec quel-

ques miettes tirées du surprofit de l'exploitation et du pillage colonial et néo-colonial.

C'est pourquoi ils parlent tant de «social» et que «Les Echos» parlent de supprimer le modèle d'établissement géant à très forte concentration ouvrière, tels Peugeot à Sochaux ou Renault à Billancourt, et prônent les vertus de la yenne entreprise. Avec la crise qui se développe, il n'est plus possible (d'après «Les Echos») «d'accorder aux salariés autant de satisfactions matérielles que dans le passé récent». Ce qui veut dire que l'austérité, la diminution du pouvoir d'achat, est le mot d'ordre du patronat et que la classe ouvrière doit combattre et rejeter le plan Barre et ceux qui veulent maintenir les travailleurs dans une situation d'exploités : les partis dits de gauche et les directions confédérales des syndicats.

(*) Beaucoup de nos lecteurs ont certainement des éléments concrets à nous apporter sur ces questions : qu'ils les fassent parvenir. Ce sont ces faits qui nous permettront d'asseoir et étayer notre argumentation.

CES Pailleron Une requête odieuse

Jeudi s'est achevé, à huis-clos, le scandale du procès de Patrick et Marc.

Par ce procès, la justice bourgeoise veut faire des 2 garçons des boucs-émissaires. Au moment du drame, en février 73, ils étaient âgés de 14 ans et demi et 15 ans et demi. La justice veut escamoter la responsabilité des véritables coupables : les fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale, les architectes, les entrepreneurs. Le procès des deux jeunes garçons est en lui-même un scandale.

A ce procès, le procureur a demandé des peines de 5 ans et de 3 à 4 ans de prison avec sursis pour Patrick et Marc. Cette requête, alors que les vrais responsables ont jusqu'à présent coulé des jours paisibles et ne comparaitront en justice que le 17 novembre, est odieuse.



Rassemblement national
du 6 novembre

«OCTOBRE
AUJOURD'HUI»

La bataille à mener dans les syndicats

«Après 78, nous serons ensemble syndicats et gouvernement de gauche pour faire plier le CNPF». Voilà ce qu'on pouvait entendre un peu sur tous les tons avant les vacances. C'était le moment où Maire et Séguy, présentant leurs plateformes, baignaient dans l'euphorie du Programme commun.

Dans cette période, ils ont expliqué avec beaucoup de sincérité leurs conceptions de l'action syndicale : faire des négociations sérieuses avec un gouvernement sérieux.

Pensez, plus de grèves, plus d'occupations, rien qu'un Grenelle permanent.

Cette ligne n'a pas réussi à s'imposer dans la classe ouvrière. C'est le moins qu'on puisse dire. En effet, beaucoup de travailleurs, s'ils attendaient certaines améliorations sociales d'une victoire de la gauche, n'oubliaient pas, pour autant, cette leçon de l'expérience, qu'on n'obtient rien que par la lutte.

Le spectacle des déchirements du PC et du PS dans leur course au pouvoir, révélant un peu mieux leur nature de partis bourgeois, a contribué à faire tomber les illusions chez les travailleurs. Désormais, il devenait encore plus clair que gouvernement de droite ou gouvernement de gauche, c'est toujours la lutte de classe qu'il faut mener contre le patronat et l'État. Alors Séguy et Maire, pour se mettre dans le ton, ont fait de grandes déclarations sur l'indépendance syndicale.

Faut-il les croire ?

A travers tout cela, une question est venue au premier plan pour les travailleurs, pour les syndicalistes : de quels syndicats avons-nous besoin, quel objectif doit-on fixer à la lutte syndicale ?

Il faut construire un mouvement syndical indépendant des partis de la bourgeoisie, voilà à quoi travaillent les communistes marxistes-léninistes. Voilà ce que nous expliquerons

le 6 novembre, il faut à la classe ouvrière un mouvement syndical prolétarien pour faire la révolution.

Les journées nationales d'action programmées tous les six mois : 7 octobre, 24 mai, ça ne permet pas de gagner contre le plan Barre, voilà ce que disent de nombreux travailleurs, de nombreux syndicalistes. Ces journées, souvent, on les fait parce que de se retrouver tous ensemble dans la rue pour dire nos revendications et notre colère contre les patrons, pour sentir notre force, ça fait du bien. Mais à qui ça sert en définitive puisque le lendemain, c'est fini. On ne veut pas servir de masse de manœuvres au PC ou au PS.

Bref, comment lutter ? Voilà de quoi nous parlerons le 6 novembre avec des camarades qui mènent cette lutte ; des camarades qui appliquent la ligne des communistes marxistes-léninistes au cœur des luttes de la classe ouvrière, qui l'appliquent dans les syndicats.



la France des luttes

LE SYNDICAT PAYSANS TRAVAILLEURS PREPARE SON PROCHAIN CONGRES(2)

Les représentants du Collectif national de «Paysans-Travailleurs» ont annoncé, lundi dernier lors d'une conférence de presse, les prochaines assises nationales de leur syndicat, les 17 et 18 novembre.

Aujourd'hui, le syndicat est organisé dans la plupart des régions de France, soit une cinquantaine de départements. Dans un communiqué, il précise que : «Le Collectif national est composé de paysans mandatés par leurs régions, et compte maintenant une dizaine de membres, assistés de deux animateurs permanents, paysans eux-mêmes».

En ce qui concerne la préparation du congrès, les représentants du syndicat ont dit que la décision du congrès remonte à l'hiver dernier, et que le Collectif national avait élaboré une plate-forme syndicale soumise à la discussion des adhérents depuis un mois.

Cette plate-forme comprend cinq chapitres. Le premier porte sur l'histoire des luttes paysannes et de l'agriculture avant les années cinquante.

Le chapitre 2 porte sur les mesures de l'Etat capitaliste concernant l'orientation de la politique agricole à partir des années soixante. Le chapitre 3 porte sur les objectifs à long terme du syndicat : «Quelle agriculture voulons-nous?»

Le chapitre 4 porte sur le bilan du syndicat depuis sa création et le chapitre 5 sur les revendications qui sont l'objet d'un débat important

à l'intérieur du syndicat.

Sur le bilan, il a été dit, par un représentant de «Paysans-Travailleurs», que le mouvement avait suivi une progression par à-coups. L'important était aujourd'hui de faire la part de ce qui est positif, de ce qui est négatif et d'en tirer les leçons pour avancer.

Ainsi sur la question : «Qu'est-ce qu'un syndicat de classe et de masse aujourd'hui», «Paysans-Travailleurs» approfondit sa réflexion et sa pratique sur la base des expériences passées.

Pour «Paysans-Travailleurs», un syndicat de classe doit se concrétiser par des revendications de masse, et dans les revendications, le syndicat doit prendre en compte la défense prioritaire des petits paysans. Le syndicat ne rejette pas les paysans moyens exploités, mais un syndicat qui ne regrouperait que cette catégorie de paysans aboutirait, tôt ou tard, à devenir un syndicat de gros paysans.

Il faut partir des intérêts des plus petits, ont souligné les représentants de «Paysans-Travailleurs».

C'est une question urgente car l'élimination s'est accélérée, ces dernières années.

Pour «Paysans-Travailleurs», un syndicat de classe et de masse doit être indépendant de tout parti ou formation politique. Ils pensent que l'origine de l'exploitation paysanne et la ruine des petits producteurs est dans le capitalis-

me et qu'ils ne voient pas «rapidement les forces qui pourraient le détruire».

Ils ont révélé qu'une lutte s'était déroulée en 76, justement sur la question de l'indépendance du syndicat. Une minorité voulait transformer le syndicat en rassemblement «au service d'une échéance électorale».

Ces mêmes individus manœuvrent en coulisse pour saborder le syndicat et mettre en place une «coordination» des syndicats agricoles dits de gauche qui présentaient la question ainsi : «Quelle réponse devons-nous donner aux tâches d'un gouvernement PC, PS...».

Le syndicat a tiré la leçon de ces manœuvres

et dit clairement que la question n'est pas d'être un syndicat de gauche ou d'extrême-gauche, mais que le véritable problème est de faire de «Paysans-Travailleurs» un rassemblement large des paysans exploités qui prend en compte les intérêts prioritaires des petits paysans pour la lutte revendicative à la campagne. C'est pourquoi, il souligne aussi la nécessité de renforcer l'organisation et la structuration et d'appeler «tous ceux qui se reconnaissent dans «Paysans-Travailleurs» à les rejoindre.

Le congrès se déroulera d'ici cinq semaines ; notre journal rendra compte de ses résultats à ce moment-là.



Paysans-Travailleurs à Rennes pour la libération des cinq du Pellerin.

Foyer hôtel du 89 rue Fondary (Paris 15e) Appel des résidents menacés d'expulsion

Depuis trois ans, les 130 travailleurs immigrés habitant l'hôtel-taudis du 89, rue Fondary, luttent pour de meilleures conditions de logement et contre toutes les tentatives d'expulsion.

Ce qu'ils veulent, c'est : - être relogés ensemble, dans le 15e ou un autre arrondissement voisin (en raison de leur lieu de travail) ; beaucoup sont employés à la ville de Paris).

- être dans des chambres pour une ou deux personnes avec possibilité de faire la cuisine et avec des conditions sanitaires correctes.

Or, le 3 octobre 1977, le tribunal des référés a ordonné l'expulsion des résidents avec une promesse de relogement... dans un hôtel de tourisme à une étoile, 300F par mois pour un lit et sans possibilité de faire la cuisine. De plus, 57 travailleurs au maximum pourraient y être logés et le directeur de cet hôtel est

l'associé du propriétaire du foyer de la rue Fondary.

Cette décision scandaleuse de la justice capitaliste s'inscrit de toute évidence dans la politique raciste et de répression de la bourgeoisie, à l'égard des travailleurs immigrés.

Cette réaction vise le prolétariat tout entier ; dans la crise actuelle, il s'agit de diviser au maximum la classe ouvrière pour pouvoir isoler et briser les luttes l'une après l'autre : celle des jeunes, celle des chômeurs, celle des Français, immigrés.

C'est notre intérêt anti-capitaliste de soutenir les travailleurs immigrés de l'hôtel-taudis de la rue Fondary contre l'expulsion.

Ils appellent à une soirée de soutien qu'ils organisent :

FOYER de GRENELLE
17, rue de l'Avre
(métro La Motte-Piquet Grenelle)
Samedi 8 octobre 1977 à 18 H

Bourg-en-Bresse

Licenciement d'un délégué CFDT du Crédit lyonnais

Depuis longtemps déjà, les directions locale et générale du Crédit lyonnais cherchaient des «crosses» à ce délégué un peu trop turbulent : entendez par là, trop soucieux de justice vis-à-vis du sort des employés du Crédit lyonnais et trop peu respectueux de ces beaux messieurs de la hiérarchie.

Certains (SNB : syndicat national de la banque et FO) n'ont rien fait pour mobiliser les travailleurs du Crédit lyonnais pour empêcher ce licenciement ; et la lutte est très dure dans ce genre d'établissement où le personnel est divisé à l'extrême, tant sur le plan hi-

rarchique que géographique (agences, bureaux, etc.).

En dépit de toutes les preuves légitimant l'action du délégué, le licenciement a été autorisé par l'inspecteur du Travail.

Mais la lutte n'est pas terminée et une mobilisation active peut encore permettre l'annulation du licenciement.

Au Crédit lyonnais, la bourgeoisie n'aime pas ceux qui osent lutter, et plutôt que de voir se développer de vastes mouvements revendicatifs, comme à Rieux (Rhône) récemment, elle préfère prendre les devants.

Mais la pourra-t-elle longtemps ?

Correspondant HR

LYON-GARE - Centre de tri

Vague d'exclusion à la CFDT

(suite de la p. 1)

Les exclus ont été entendus au Conseil mais n'ont pas eu le droit de vote et tout moyen de défense à l'intérieur du syndicat leur a été enlevé et pour cause : le bureau aurait été partagé 50/50. Les motifs invoqués montrent que le PS n'a pas abandonné son projet de soumettre la CFDT à son contrôle et les moyens employés montrent que la direction de la CFDT est prête à bafouer toute attitude démocratique pour se débarrasser de ceux qu'elle considère comme des gêneurs.

Souignons, par ailleurs, que c'est la tendance CERES qui tient le syndicat PTT de Lyon. N'est-ce pas la preuve de la main tendue de cette tendance aux révisionnistes de la CGT, qui

doit applaudir à ces mesures ?

Les réactions : une forte minorité s'est dégagée au conseil pour refuser ces exclusions et a décidé de faire une information à toutes les sections PTT sur les motifs de son refus.

De leur côté, les exclus engagent une campagne dans le syndicat. Les adhérents CFDT de Lyon-gare ont déjà refusé ces exclusions, et ont décidé d'envoyer à la fédération des lettres signées individuellement par chaque adhérent.

De nombreuses sections ou UL, autres que PTT, ont réagi pour faire part de leur inquiétude face à ces exclusives. La bataille ne fait que commencer contre de telles pratiques.

SOUSCRIPTION

Orlac—Gilca Un pas dans l'unité ouvriers—paysans

L'unité ouvriers-paysans : voilà une question fondamentale pour la révolution. Voilà un danger redouté par la bourgeoisie. Elle ne manque pas une occasion d'opposer les uns aux autres (rappelons-nous la sécheresse, il y a 2 ans).

A droite comme à gauche, qui a répandu, parmi les travailleurs des villes, l'idée que les paysans sont des réactionnaires, et que si ça ne va pas, c'est qu'ils votent à droite ? Et qui répand chez les paysans l'idée que le socialisme, la révolution, c'est la mort pour eux ?

Aussi, quand éclate la grève à la coopérative laitière de Vienne, une parmi les dix du puissant groupe Orlac-Gilca qui ramasse plus de 300 millions de litres de lait par an ; quand nos camarades locaux informent le journal de la solidarité qui prend corps entre ouvriers et paysans, nous décidons de donner à ce conflit une large place et aussitôt un camarade de la rédaction se rend à

Vienne. Ainsi, notre journal pouvait soutenir cette juste orientation du mouvement, comme le faisaient localement les communistes marxistes-léninistes, et en faire une arme pour faire progresser, à l'échelle nationale, l'unité ouvriers-paysans.

C'était bien à l'opposé de l'attitude de tous les journaux bourgeois, y compris ceux de gauche qui ne diront pas un mot des interventions et du soutien du syndicat «Paysans-Travailleurs» et du CDJA, le PCF remportant la palme en ne parlant même pas des paysans dans cette affaire !

Seul, un journal communiste, seul notre journal pouvait rendre compte ainsi des faits.

Pour qu'il puisse le faire à une échelle bien plus large, il faut qu'il se renforce, il lui faut des moyens.

EN AVANT POUR LES 60 MILLIONS AVANT LE 31 DECEMBRE !

Le numéro 46 de la **Faucille** s'étendant sur la période de la première quinzaine d'octobre est paru

Les camarades sont invités à se procurer ce numéro à l'adresse suivante :

La Faucille, BP 258
75866, Paris cédex 18
CCP La Faucille 17 564 83B
Prix 1 F

REGION PARISIENNE GREVE A L'ASSURANCE MALADIE

Au reclassement professionnel, les 17 employés font grève, depuis mardi, pour exiger la prime de contact avec le public.

Au tiers payant, les employés exigent de ne pas taper plus de 2 heures par jour pour pouvoir faire le reste du travail. Ils demandent l'attribution de 15 points pour tous.

A l'informatique, grève du personnel d'exploitation depuis le 28/9/ avec occupation des locaux : les employés veulent l'intégration de la prime de travail de nuit au salaire, la suppression de l'examen pour

passer d'un poste à l'autre ; 24 h de repos par mois pour le travail en équipe, avancement de l'âge de la retraite.

La direction générale et le ministère lancent une campagne de dénigrement, appellent les assurés à se rendre aux guichets pour être remboursés. Ils cherchent à tourner l'ensemble du personnel contre les grévistes.

Une partie du personnel est consciente qu'il faut imposer les revendications par la lutte sans se laisser démobiler par les promesses.